

Revue internationale des francophonies

ISSN : 2556-1944

Publisher : Université Jean Moulin Lyon 3

7 | 2020

Cinquante ans de Francophonie institutionnelle

Vanuatu, vers l'émergence d'une université nationale bilingue français-anglais

Jean-Pierre Nirua and Anne-Sophie Vivier

 <https://publications-prairial.fr/rif/index.php?id=1078>

DOI : 10.35562/rif.1078

Electronic reference

Jean-Pierre Nirua and Anne-Sophie Vivier, « Vanuatu, vers l'émergence d'une université nationale bilingue français-anglais », *Revue internationale des francophonies* [Online], 7 | 2020, Online since 29 mai 2020, connection on 04 juin 2021. URL : <https://publications-prairial.fr/rif/index.php?id=1078>

Vanuatu, vers l'émergence d'une université nationale bilingue français-anglais

Jean-Pierre Nirua and Anne-Sophie Vivier

OUTLINE

- I. La genèse du projet d'université nationale bilingue : un enjeu historique et politique
 - I.1. Retour sur l'enseignement supérieur régional dans le Pacifique Sud
 - I.2. Le développement parallèle d'universités nationales dans la région
 - I.3. Le projet de création de l'Université Nationale de Vanuatu, un symbole « d'unité et de cohésion sociale nationale »
 - II. Les axes principaux de l'université en devenir
 - II.1. Une université bilingue pour assurer un avenir à la francophonie dans la région océanienne
 - II.2. Une université fédératrice intégrant les institutions de formation existantes
 - II.3. Un outil de développement économique, social et culturel
 - III. Un avenir encore incertain
 - III.1. Les enjeux liés à la présentation de la loi au Parlement
 - III.2. Le bilinguisme anglais-français en question
 - III.3. La qualité, seul gage de succès de l'université
- Conclusion

TEXT

- 1 Lorsqu'il nous a été proposé de contribuer à ce numéro spécial de la *Revue internationale des Francophonies*, nous avons dans un premier temps accueilli cette idée avec un vif intérêt puis nous nous sommes interrogés sur la pertinence de notre contribution au regard du contexte mouvant du projet encore embryonnaire de création de l'Université Nationale de Vanuatu. Le souhait de partager l'expérience unique que nous vivons dans notre archipel du Pacifique a finalement pris le pas sur nos réticences et inquiétudes dans le cadre d'une approche autoethnographique collaborative menée selon les principes de l'analyse théorisante (Laslett, Pierce, Mayner, 2002). Ainsi, cet article constitue avant tout un témoignage sur un processus politique en cours visant à institutionnaliser la francophonie universitaire en contexte minoritaire à travers la promotion du bilinguisme.

- 2 La présence des langues française et anglaise dans le système éducatif du Vanuatu est le fruit de son héritage historique, pays colonisé par la France et l'Angleterre jusqu'à son indépendance le 30 juillet 1980¹. Ainsi, l'article 3 de la Constitution de Vanuatu mentionne qu'il existe trois langues nationales : le bislama², le français et l'anglais et deux langues principales d'éducation que sont le français et l'anglais. Dans la région océanienne où cette particularité ajoutée à la plus forte densité linguistique au monde³ fait figure d'exception⁴, le Gouvernement aurait pu choisir, pour des raisons à la fois fonctionnelles et politiques, de ne garder que la langue anglaise dans la réforme de son système éducatif initiée en 2015 intégrant l'enseignement supérieur et technique dans les axes de travail du Ministère de l'Éducation et de la Formation. En effet, le positionnement géographique du Vanuatu, seul pays reconnaissant officiellement l'anglais et le français dans un contexte géopolitique régional majoritairement anglophone ainsi que la réalité économique auraient représenté de bons arguments en faveur de la mise en place d'une politique d'enseignement supérieur monolingue. Pourtant, la nouvelle structure universitaire qui se met en place, repose sur l'existence de formations supérieures bilingues, accessibles tant aux étudiants francophones qu'anglophones. L'actuel processus d'institutionnalisation repose également sur la structuration d'un secteur éducatif tertiaire qui existe notamment par des collaborations mises sur pied à travers des conventions et programmes qui lient le Ministère de l'Éducation et des universités internationales partenaires. En sus du projet de loi sur l'université nationale, l'enseignement supérieur et technique vient également de faire l'objet d'une réforme législative afin de l'intégrer dans la loi sur l'éducation⁵.
- 3 Cet article se propose ainsi de présenter les étapes qui ont amenées le Vanuatu, petit État insulaire du Pacifique Sud, à développer le projet de créer une université nationale ayant pour spécificité d'être bilingue, puis d'analyser les enjeux que cela représente en termes sociaux, linguistiques, politiques et économiques au niveau national et régional.

I. La genèse du projet d'université nationale bilingue : un enjeu historique et politique

I.1. Retour sur l'enseignement supérieur régional dans le Pacifique Sud

- 4 Jusqu'au développement récent du projet de créer une université nationale ayant une dimension bilingue, l'élite francophone du Vanuatu était essentiellement formée à l'Université de la Nouvelle-Calédonie (UNC) tandis que l'élite anglophone était pour la grande majorité formée à l'Université du Pacifique Sud (USP), université régionale créée en 1968 et comptant douze États membres insulaires du Pacifique⁶, ainsi que dans les universités de Papouasie-Nouvelle-Guinée, d'Australie et de Nouvelle-Zélande.
- 5 L'UNC⁷ est une université française qui s'est développée dans un contexte politique de décolonisation⁸. Née en 1987 en tant que composante de l'université française du Pacifique dont le siège administratif était à Tahiti, les deux centres sont devenus deux universités autonomes et l'antenne calédonienne est devenue l'université de la Nouvelle-Calédonie en 1999. Elle reçoit majoritairement ses financements de l'État français et doit répondre aux exigences de l'enseignement supérieur français en tant qu'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel régi par la loi du 26 janvier 1984⁹. Dans le même temps, elle a pour but de former une élite locale dans les secteurs prioritaires pour la Nouvelle-Calédonie. Grâce à un réseau de laboratoires de recherche, aux nombreux investissements¹⁰ et au développement d'un consortium de Coopération pour la Recherche, l'Enseignement Supérieur et l'Innovation (CRESICA¹¹) réunissant tous les instituts de recherche basés sur le territoire, l'UNC constitue un pôle d'attraction francophones tant au niveau local, avec trois mille deux cent soixante-dix-neuf étudiants inscrits en 2019, qu'au niveau régional, notamment pour les étudiants Ni-Vanuatus dont le nombre d'inscrits n'a cessé de croître depuis 2005 passant de cent quatorze à trois cent quatre-vingts en 2019.

- 6 Pour sa part, l'USP, dont le siège se trouve à Fidji, dispose d'un réseau de campus et de centres de formation répartis dans les pays membres (tous anglophones) et fonctionne principalement grâce aux financements de ces États. Université dominante dans la région océanique insulaire depuis cinquante ans, l'USP offre un dispositif de formation étendu en anglais comptant environ 16 000 étudiants à temps plein et a développé au cours de son existence des liens étroits avec des pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui participent également de façon importante à son financement.
- 7 Le campus de Vanuatu propose un cursus en présentiel en droit dispensé exclusivement en anglais et a développé au fil du temps des filières francophones qui reposent sur la traduction de cours de l'anglais vers le français et le recours à des tuteurs francophones¹². L'université du Pacifique Sud constitue dans la région océanique un terrain d'influence politique et linguistique majeur par la formation des futures élites des pays insulaires ainsi que par la recherche au niveau régional, en particulier avec son *Journal of Pacific Studies*, revue scientifique multidisciplinaire axée sur les problèmes de développement dans le Pacifique à laquelle ont contribué de nombreux chercheurs de la région depuis 1975.
- 8 Des États de la région ont choisi de ne pas s'associer à l'USP, telle la Papouasie-Nouvelle-Guinée qui compte six universités dont quatre publiques et deux privées ainsi que de nombreux instituts d'enseignement supérieur. La Nouvelle-Calédonie, territoire français, a de son côté établi l'UNC dont il a été déjà été fait mention précédemment.

I.2. Le développement parallèle d'universités nationales dans la région

- 9 L'implantation de l'USP s'est progressivement accompagnée du souhait parallèle de certains de ses États membres aux populations les plus importantes de se doter de leur propre université nationale.
- 10 On peut citer suivant l'ordre chronologique de leur apparition :
 - National University of Samoa établie en 1984
 - Fiji National University en 2010¹³
 - Solomon Islands National University en 2013¹⁴

- 11 Ces universités revêtent des contours différents mais l'essence de leur création repose sur les principes semblables exprimés par le Professeur Fui Le'apai Tu'ua 'Īlaoa Asofou So'o, Président de l'Université Nationale de Samoa : « the University of the South Pacific was established in 1968 to cater for the needs of the South Pacific region. However, along with the wave of decolonisation came the realisation among some of the Pacific Island countries that in order to be true to the democratic principle of self-determination, each country must have its own institution of higher learning »¹⁵.
- 12 Ainsi, la création de l'université nationale représentait un « rêve » pour les pères fondateurs de l'État de Samoa dès l'indépendance en 1962 mais ce n'est qu'en 1983 que l'idée a pu prendre forme lorsque le Gouvernement au pouvoir a pris en considération les problèmes rencontrés par les étudiants samoans poursuivant leurs études à l'étranger et a manifesté la volonté que les diplômés répondent aux besoins spécifiques de main-d'œuvre du pays (Université nationale des Samoa, s.d.-b). La licence en sciences de l'éducation a été la première filière universitaire créée en 1987 suivie de la licence en sciences humaines et littérature. Les premiers étudiants ont été diplômés en 1990.
- 13 En 1997, un amendement à la loi portant création de l'université de 1984 a permis de remplacer les membres étrangers du conseil d'administration par des membres locaux nommés par le chef de l'État sur recommandation du cabinet¹⁶.
- 14 En 2010, l'Université Nationale de Samoa comptait environ deux mille étudiants ; en 2019 et après fusion de plusieurs institutions de formation supérieure dont l'Institut de Polytechnique en 2006, six facultés coexistent représentant les disciplines suivantes : éducation, santé, sciences, arts, commerce et enseignement technique.
- 15 La création de la Fiji National University a suivi un processus différent de celle de Samoa en ce qu'elle s'est constituée en 2010 sur la base de la fusion de six établissements d'enseignement supérieur préexistants¹⁷. Ainsi, l'État fidjien a souhaité structurer son enseignement supérieur disséminé sur le territoire avec l'ambition de devenir la première université aux Fidji et dans la région du Pacifique ainsi qu'un centre national d'excellence pour tout ce qui concerne la formation et la productivité¹⁸. Après presque dix années d'existence, l'Université

Nationale de Fidji se veut également un vecteur de développement économique et social en promouvant l'employabilité de ses étudiants et la recherche appliquée au bénéfice de la société fidjienne¹⁹. Conformément au souhait initial, elle représente actuellement la plus large université du Pacifique Sud avec environ vingt mille étudiants inscrits et cinq instituts regroupant l'ensemble des disciplines scientifiques²⁰.

- 16 La troisième université nationale de la région océanienne, l'Université nationale des Îles Salomon (SINU), a été créée en janvier 2013 après qu'un projet de loi visant à sa création a été adopté par le parlement en 2012. Suivant le même processus qu'aux Îles Fidji, les Îles Salomon disposaient déjà d'un réseau d'institutions de formation dont certaines existaient avant l'indépendance en 1978. En 1984, une première loi adoptée par le Parlement a ainsi permis de créer l'Institut National d'Enseignement Supérieur mais la nécessité de diversifier les champs de formation et de les faire reconnaître sur le plan international a amené le Gouvernement à développer le projet universitaire dès 2008 (Université nationale des Îles Salomon, s.d.). SINU compte actuellement environ quatre mille étudiants inscrits et regroupe cinq écoles²¹ délivrant essentiellement des diplômes de licence.

I.3. Le projet de création de l'Université Nationale de Vanuatu, un symbole « d'unité et de cohésion sociale nationale »

- 17 Dans ce contexte régional où l'on peut percevoir l'importance du projet universitaire national aux fins d'émancipation de ces jeunes États, l'arrivée d'un nouveau Gouvernement au Vanuatu en janvier 2016 dont le Premier Ministre, M. Charlot Salwai Tabimasmas est francophone, a permis d'impulser un nouvel élan au projet de création d'une université nationale. Dans le Plan des cent jours du Gouvernement²² se trouvent ainsi mentionnées plusieurs actions relatives à l'enseignement supérieur et à la recherche dont le développement d'un programme pour l'établissement d'une Université Nationale du Vanuatu²³. Le Plan de Développement National Durable 2016-2030 communément appelé le « Plan du Peuple » a pour vision d'aspirer à un

Vanuatu stable, durable et prospère et repose pour cela sur trois piliers : sociétal, environnemental et économique. Dans ce cadre, le pilier sociétal prévoit « un système d'éducation inclusif, équitable et de qualité, avec un apprentissage tout au long de la vie pour tous » et a pour objectif d'étendre les possibilités d'éducation supérieure, y compris au niveau professionnel et technique. Ce plan s'inscrit également dans le cadre mondial des dix-sept objectifs de développement durable des Nations Unies dont le quatrième prévoit l'accès à une éducation de qualité²⁴.

- 18 Cette exigence d'offrir un accès de qualité à l'enseignement supérieur aux nombreux jeunes désirant poursuivre leurs études au Vanuatu a fait l'objet d'une prise de conscience aigüe par le Ministère de l'Éducation et de la Formation en charge de proposer les réformes. Avec le souci de tenir compte de sa particularité linguistique et de compenser progressivement le déséquilibre en matière d'offre universitaire entre les filières anglophones et francophones, ce ministère s'est ainsi engagé à partir de 2015 à créer une direction de l'enseignement tertiaire chargée de développer l'enseignement supérieur et technique au Vanuatu et notamment de créer une université nationale incluant des formations bilingues. Cet engagement du Gouvernement a fait l'objet d'un accord unanime de la classe politique à travers plusieurs décisions du Conseil des Ministres du 13 mai et 4 août 2016, du 31 août 2017, du 31 août 2018 ainsi que du 30 octobre 2019²⁵.
- 19 C'est dans ce contexte émergent qu'une réflexion a également été entreprise dès 2016 pour établir une liste de filières supérieures à développer en priorité, laquelle a donné lieu à la rédaction d'une synthèse en juillet 2016 (Tofor, 2016) faisant ressortir quatre secteurs essentiels pour le développement du Vanuatu : le tourisme, l'agriculture, l'environnement et l'informatique.
- 20 Depuis lors, plusieurs formations supérieures délocalisées proposées dans le cadre de partenariats internationaux avec des universités francophones et anglophones²⁶ ont été ouvertes, comptant trois cents étudiants en 2020. Ces formations de niveau licence et master seront amenées à être partie intégrante de l'université nationale dès son établissement officiel dans le cadre d'une co-diplomation internationale.



Rentrée universitaire 2020 des formations supérieures bilingues

- 21 Le Ministère de l'Éducation et de la Formation a décidé de consacrer un budget important à la mise en place de ces cursus qui préfigurent l'université de demain. Dans le communiqué de presse officiel publié à l'occasion de la rentrée académique de février 2019, le Ministre de l'Éducation a tenu à rappeler l'importance du projet universitaire national en ces termes : « le Vanuatu a besoin de renforcer ses élites et de former ses propres cadres bilingues. Avec le développement de l'université et l'enrichissement des niveaux de qualifications, une dynamique propice à la promotion sociale est en cours, laquelle agira sur tous les secteurs. » (Ministère de l'Éducation et de la Formation du Vanuatu, 2019).

II. Les axes principaux de l'université en devenir

II.1. Une université bilingue pour assurer un avenir à la francophonie dans la région océanienne

- 22 Le Vanuatu compte une population d'environ deux cent quatre-vingt-douze mille habitants en 2018 (Banque mondiale, 2018) dont l'on dit généralement qu'environ 35 % sont francophones et 65 % anglophones²⁷. À la fois membre du Commonwealth et de l'Organisation internationale de la Francophonie, il n'a cessé de revendiquer depuis le début des années quatre-vingt-dix l'importance de maintenir et de faire fructifier l'héritage linguistique issu de la présence coloniale

franco-britannique entre 1907 et 1980²⁸. Ainsi, après une première période complexe de l'Indépendance à 1991 où la francophonie était associée à la puissance colonisatrice par le premier gouvernement au pouvoir mené par M. Walter Lini, le premier Ministre Maxime Carlot Korman élu en 1991 a fait état de l'importance de la francophonie comme outil de rayonnement régional et international conformément au texte de la Constitution du Vanuatu : « According to the Constitution, which the Vanuaaku party signed, the English and French languages should be treated equally and, in particular, taught in all schools. »²⁹ (Van Trease, 1995, 169).

- 23 L'engagement pour la promotion de la langue française a depuis lors varié en fonction des majorités politiques au pouvoir mais nul n'a jamais réellement contesté la structure binaire du système d'éducation primaire et secondaire misant au contraire sur cette particularité qu'a le Vanuatu dans la région océanienne où les seuls autres territoires pratiquant le français sont la Nouvelle-Calédonie, voisin le plus proche, Wallis-et-Futuna ainsi que la Polynésie Française. La réforme éducative initiée dès 2015 à travers la mise en place du programme VESP (Vanuatu Education Support Program) soutenu par l'Australie envisage cependant l'enseignement de façon plus inclusive à travers l'apprentissage dans les langues vernaculaires et en bislama dans les premières années d'études puis l'intégration progressive du français et de l'anglais.

II.2. Une université fédératrice intégrant les institutions de formation existantes

- 24 Sur le modèle de la Fiji National University et de la Solomon Islands National University, l'Université Nationale de Vanuatu va constituer un pôle d'attraction fédérant les institutions de formations techniques préexistantes, soit l'Institut de Formation des Enseignants, l'Institut de Technologie, l'École d'infirmiers, le Collège maritime, le Collège d'agriculture et le Collège de police³⁰.
- 25 À cette fin, il sera nécessaire avant tout de réunir ces institutions sous la tutelle du Ministère de l'Éducation et de la Formation afin d'assurer l'élévation de leur niveau de qualification. Ces établisse-

ments se caractérisent actuellement par l'hétérogénéité de l'offre de formation proposée qui va du niveau 1 à 4 selon le cadre de qualification du Vanuatu³¹, soit d'un niveau technique secondaire. Les différents ministères (santé, agriculture...) qui gèrent la plupart de ces instituts ne disposent d'aucune expertise dans le domaine de la formation et ne sont donc pas en mesure de les appuyer dans la mise en place des réformes nécessaires. Le transfert de responsabilité souhaité au Ministère de l'Éducation et de la Formation permettra d'établir une stratégie avec un encadrement approprié de la direction de l'enseignement supérieur et technique, un plan de formation des enseignants et la mise en place de partenariats pour l'appui à ces établissements en vue d'assurer ainsi leur intégration progressive dans l'université nationale.

26 En parallèle à cette évolution, le Ministère de l'Éducation et de la Formation a commencé dès 2013 à développer des filières générales bilingues français-anglais en collaboration avec des universités étrangères³². Le premier programme a été initié grâce à l'appui technique et financier de l'Ambassade de France au Vanuatu et de l'antenne locale de l'Agence Universitaire de la Francophonie à la suite d'une étude de faisabilité réalisée en 2011 qui avait démontré l'importance de proposer sur place une formation supérieure pluridisciplinaire à destination des jeunes francophones en particulier afin de leur éviter d'être dans l'obligation de s'expatrier pour poursuivre leurs études en français. Ainsi, la première licence en Administration économique et sociale (AES) délocalisée a vu le jour à la rentrée 2013 en partenariat avec l'Université Toulouse 1 Capitole (France). Le contenu était alors uniquement enseigné en français ; peu à peu, la sensibilisation à l'importance d'introduire des cours en anglais a permis de revoir le cadre contractuel et a amené en 2017 à la signature d'un nouvel accord entre l'université toulousaine et le Ministère de l'éducation prévoyant qu'au moins 30 % des enseignements soient délivrés en anglais.

27 À ce premier cursus se sont ajoutés peu à peu deux autres formations de master en 2017 dont un master en Sciences Economiques et Sociales (SES) dans le prolongement de la licence AES et un programme de master en Aménagement et Développement des Territoires Océaniques (ADTO) en partenariat avec l'Université de la Nouvelle-Calédonie. En 2018, une nouvelle formation de licence bilingue français-anglais en tourisme-hôtellerie a vu le jour dans le cadre d'un

consortium de quatre universités internationales partenaires, l'Université de la Nouvelle-Calédonie, l'Université Toulouse 2 Jean-Jaurès (France), Victoria University of Wellington (Nouvelle-Zélande) et Taylor's University (Malaisie). Afin d'assurer le consensus de la classe politique sur le montage d'une formation supérieure dans le premier secteur économique du pays représentant 40 % du PIB, la proposition formulée par les universités à l'issue d'un processus d'appel d'offres public a fait l'objet d'une validation en Conseil des Ministres. Premier signe fort d'un engagement de la classe politique à soutenir le processus en cours, le lancement de cette première licence bilingue tourisme-hôtellerie a même donné lieu à une interruption de la session parlementaire en novembre 2017 afin que le Premier Ministre et tous les députés puissent participer à l'évènement.



Novembre 2017 : lancement de la licence bilingue tourisme-hôtellerie en présence des membres du Gouvernement et des représentants des universités partenaires

- 28 Suivant les priorités établies par l'étude de faisabilité de 2016 mentionnée précédemment mais également dans le cadre du Plan National de Développement Durable du Vanuatu 2016-2030 dont l'environnement constitue l'un des trois piliers, la prochaine licence bilingue qui devrait être proposée en 2021 se situe dans le domaine des sciences de l'environnement et sera proposée dans le cadre d'un partenariat avec James Cook University (Australie) et l'Université de la Nouvelle-Calédonie. Enfin, selon les résultats d'une nouvelle étude de faisabilité commandée en novembre 2019, pourrait s'ensuivre l'ouverture d'un cursus en 2021/2022 dans le secteur de l'informatique et des nouvelles technologies.

II.3. Un outil de développement économique, social et culturel

- 29 Par son ambition de s'inscrire pleinement dans les réformes économiques et sociétales initiées par le gouvernement du Vanuatu, l'université nationale va contribuer à l'émancipation de ce pays qui fêtera le quarantième anniversaire de son Indépendance en juillet 2020. Ainsi, en prenant en compte les spécificités clairement exprimées dans le plan du peuple 2016-2030, mais également du Plan national de développement de ressources humaines récemment introduit, elle pourra répondre à la pénurie de diplômés qualifiés et plurilingues à même de mettre en œuvre la vision souhaitée d'un Vanuatu « stable, durable et prospère » (Plan National de Développement Durable du Vanuatu 2016-2030). Ce déficit de ressources humaines est énoncé par le Premier Ministre, M. Charlot Salwai Tabimasma, dans le plan de développement national des ressources humaines, lancé en novembre 2019, lequel « reconnaît la nécessité de disposer d'une main-d'œuvre plus qualifiée au Vanuatu, en particulier de qualifications professionnelles de techniciens et d'associés » (Vanuatu 2030, Plan du Peuple, plan de développement national durable 2016 à 2030).
- 30 La recherche se situe également au cœur des réflexions en cours. Afin de constituer un pôle d'attractivité pour les instituts de recherche de la région, l'un des axes majeurs de l'université en devenir repose en effet sur l'innovation. Dans ce sens, on peut noter un intérêt renouvelé pour le Vanuatu de la part des instituts de recherche français basés en Nouvelle-Calédonie, en particulier l'Institut de Re-

cherche pour le Développement (IRD) et l'Institut Pasteur qui ont fait part de leur souhait de participer à l'élaboration de la composante recherche au sein de l'université par le montage de projets ambitieux. Les plans stratégiques de ces institutions prévoient une ouverture sur le Pacifique et le Vanuatu représente, de par son bilinguisme, un atout indéniable dans la perspective de la coopération française.

- 31 Deux orientations ont été retenues jusqu'à présent pour former les chercheurs de demain : la formation de doctorants à travers la mise en place de partenariats avec des écoles doctorales de la région, en particulier l'École Doctorale du Pacifique rattachée à l'Université de la Nouvelle-Calédonie et l'Université de la Polynésie française, et l'allocation de bourses pour la poursuite d'études doctorales ainsi que l'animation de la recherche par l'organisation de colloques annuels ayant trait aux défis fondamentaux de développement du pays. On peut citer ainsi en 2018 la tenue d'un séminaire sur le bilinguisme universitaire intitulé « De la pluralité linguistique au bilinguisme universitaire, réalités et enjeux »³³ et en 2019, le colloque intitulé « Quel système fiscal pour le Vanuatu ? ». Ces deux événements portant sur des thématiques cruciales pour l'avenir du Vanuatu ont suscité beaucoup d'intérêt de la part tant des autorités gouvernementales, que du secteur privé et de la société civile. Le Vanuatu a jusqu'à présent été le terrain de nombreuses recherches, mais peu ont réellement été diligentées en fonction des besoins exprimés localement et encore moins ont fait l'objet de restitutions publiques dans le cadre de publications d'ouvrages scientifiques dédiés ou de l'organisation de conférences.

III. Un avenir encore incertain

III.1. Les enjeux liés à la présentation de la loi au Parlement

- 32 La rédaction du texte relatif à l'Université Nationale de Vanuatu a donné lieu à un long travail collaboratif entre le Ministère de l'Éducation et de la Formation et le Service juridique de l'État dont la conseillère parlementaire a reconnu l'originalité à l'occasion d'une des réunions de concertation qui se sont déroulées entre fin 2017 et

2019. Ainsi, la forme de l'université a réellement été conçue en consultation avec les instances nationales afin de tenir compte des particularités du pays et de la région tout en comptant l'appui d'experts étrangers.

- 33 La loi portant création de l'Université Nationale de Vanuatu a été présentée au parlement le 17 décembre 2019 lors de la dernière session parlementaire de la mandature du gouvernement Salwai. Il s'agissait donc de la dernière opportunité pour le Ministre de l'Éducation Jean-Pierre Nirua de soutenir ce projet devant ses pairs.
- 34 Les membres du parlement ont étudié les trente-sept articles avec acuité et précision. Certaines objections de l'opposition questionnaient la temporalité du projet en indiquant que le Vanuatu n'était pas encore prêt à accueillir une université nationale, que le financement de la construction des bâtiments serait exorbitant ou encore que le recrutement des enseignants poserait problème. Le chef de l'opposition a ensuite tenu à rappeler l'importance de proposer au Vanuatu un horizon universitaire propre à l'aube du quarantième anniversaire de son indépendance. Le projet de loi a finalement été adopté à l'unanimité des cinquante-deux députés et la loi a fait l'objet d'une publication au journal officiel le 24 janvier 2020 ³⁴.
- 35 Cet accord unanime de la classe politique, au-delà de ses divergences de principe, met en lumière la bonne temporalité du projet et inscrit l'université comme l'une des avancées majeures d'un processus visant à rétablir l'équilibre linguistique au sein de la population.
- 36 Ainsi, l'article trois de la loi dispose que « l'université a pour objet d'offrir de l'avancement dans l'enseignement supérieur et un apprentissage tout au long de la vie par l'excellence académique et professionnelle grâce à la formation, l'instruction et l'apprentissage dans les deux langues officielles que sont l'anglais et le français, et à la recherche et la coopération internationale ».
- 37 L'université ne comptera pas seulement des filières bilingues français-anglais mais le modèle institutionnel sera également hybride. Largement inspirée du modèle anglo-saxon pour son fonctionnement administratif, cela lui permettra de générer des financements grâce aux frais d'inscription qui n'atteindront cependant pas les montants prohibitifs qui peuvent parfois être pratiqués par des universi-

tés privées et retirer ainsi tout le bénéfice du développement attendu d'une institution d'enseignement supérieur au niveau national. Mais ce modèle peut-il réellement être pérenne au vu de la situation géopolitique du Vanuatu, petit pays insulaire en développement enclavé dans une région majoritairement anglophone ?

III.2. Le bilinguisme anglais-français en question

- 38 La réflexion sur les aspects linguistiques et le souhait de rétablir l'équilibre entre la majorité anglophone et la minorité francophone ont été à l'origine du volontarisme du gouvernement actuel, et en particulier de son Ministre de l'Éducation et de la Formation, qui a fait de ce projet universitaire bilingue l'une de ses priorités. On ne peut toutefois nier les réticences que cela suscite de la part de certains acteurs politiques anglophones qui questionnent le coût ainsi que la faisabilité de la mise en place d'un système d'enseignement supérieur bilingue anglais-français, en particulier pour l'intégration des jeunes anglophones. D'autres s'interrogent sur la place du bislama, troisième langue nationale et langue véhiculaire, dans ce schéma, comme cela a été exprimé par Leslie Vandeputte, anthropologue, spécialiste du bislama, lors du séminaire organisé en juillet 2018 par la Direction de l'enseignement supérieur sur le bilinguisme universitaire : « Quelle image souhaite-t-on montrer du Vanuatu ? Celle d'une université nationale où la langue nationale serait exclue ? Ou bien celle d'inclusion comme témoin de la parfaite prise en compte et nécessité d'utiliser le bislama (et les langues locales) comme faisant partie intégrante des langues du pays. » (Vandeputte, 2019,49) ainsi que par Robert Early, linguiste et ancien directeur du centre des langues du Pacifique à l'USP, qui lors du même évènement, s'exprimait en ces termes : "Of course, there are specific English and French competencies that provide necessary skills for external interaction and international engagement, but more is hoped from tertiary education than just this, and specifically characterising the new university as bilingual, or limiting access to the learning it offers only to students who have facility in both languages may appear to be unnecessarily restrictive."³⁵ (Early, 2019, 27).

- 39 En réponse aux propos de Leslie Vandeputte et de Robert Early, le ministre Jean-Pierre Nirua à qui le gouvernement a confié la délicate tâche de conduire les travaux de montage et d'installation de l'Université Nationale du Vanuatu répond :

« Nous avons la lourde responsabilité dans l'édifice de notre université nationale de créer un établissement de formation tertiaire de haut niveau dont les valeurs et les normes se mesureront aux exigences internationales. La valeur spécifique de cette Université Nationale de Vanuatu sera mesurée par le niveau de compétences académiques et professionnelles qui ressortira de ses lauréats qualifiés dans les deux langues internationales de l'ONU, et non d'une langue qui n'a ni vocabulaire ni grammaire communs. » (Nirua, 2018)

« Cela dit, il est important de nous rappeler la nécessité pour le Vanuatu d'affirmer sa place dans la communauté régionale et internationale en tant que nouvelle nation en développement diplômée qui sortira du groupe des pays les moins avancés en décembre 2020. Une université est un lieu de grande culture de cerveau et d'apprentissage international et les langues françaises et anglaises sont clairement identifiées comme " langues d'enseignement " dans la Constitution, et il est impératif qu'elles soient utilisées simultanément pour l'enseignement et l'apprentissage des élites Ni-Vanuatus de demain. Le bislama et les langues vernaculaires nationales seront recherchés, documentés grammaticalement et enseignés pour les affaires ou la préservation locale et sous-régionale lorsqu'ils auront été correctement documentés. Enfin, une université bilingue ou multilingue est ce dont le Vanuatu a besoin pour refléter sa propre identité. En tant que lieu de cohésion sociale, une université bilingue offre l'environnement le plus inclusif aux jeunes Ni-Vanuatus qui aspirent à devenir des citoyens internationaux et de principaux acteurs d'innovation évolutionnaire. » (Nirua, 2018)

- 40 Ces inquiétudes telles qu'elles sont exprimées ne remettent pas en cause le bénéfice que la langue française représente pour le Vanuatu mais interrogent la place du bislama dans ce bilinguisme revendiqué par le projet universitaire. Pourtant, la nature bilingue affichée ne signifie pas que le bislama et les langues vernaculaires ne seront pas représentés au sein de l'université. L'université comportera une école nommée « École des Arts, des Langues et des Cultures de Vanuatu / School of Vanuatu Arts, Languages and Cultures » qui aura pour mis-

sion de proposer des programmes de formation et de recherche liés aux questions linguistiques et culturelles propres au Vanuatu. L'organisation de plusieurs événements scientifiques ayant trait à ces problématiques par le Ministère de l'Éducation et de la Formation depuis 2017 témoigne également de son engagement à investir ce champ d'études.

- 41 Par ailleurs, le titre retenu pour l'université est bien traduit dans les trois langues nationales soit Nasonal Yunivesiti blong Vanuatu – National University of Vanuatu – Université Nationale de Vanuatu. L'utilisation du bislama ne se veut pas seulement symbolique mais correspond également à une volonté de réfléchir à la place qu'il pourra occuper dans le système universitaire naissant, comme objet d'études aussi bien que comme véhicule d'apprentissage dans certaines disciplines relevant des sciences humaines en particulier ³⁶.
- 42 La nature bilingue de l'université en devenir signifie que les programmes d'études seront offerts dans la mesure du possible en version bilingue. Certains programmes continueront d'être dispensés en anglais et/ou en français, comme c'est actuellement le cas dans les établissements de formation existants (voir II.2). Pour permettre aux étudiants anglophones d'intégrer les programmes bilingues, un dispositif de renforcement en français est proposé dans les cursus délocalisés menés en partenariat avec des universités étrangères depuis 2018. En 2020, un centre de langues ouvrira au sein de l'université ayant pour objet de renforcer l'enseignement de l'anglais et du français, de proposer davantage de services aux anglophones pour faciliter leur apprentissage du français et de réfléchir à la place du bislama et des langues vernaculaires.
- 43 Le bilinguisme français-anglais et son multilinguisme représentent une richesse pour le Vanuatu et en fait un pays unique dans la région océanienne. Ses ressources humaines bilingues qualifiées le différencient des autres pays de la région et peuvent constituer un facteur de développement économique, en particulier à travers la possibilité d'attirer des entreprises et industries francophones d'envergure. Le bilinguisme constitue également un facteur d'attraction touristique majeur, alors que le tourisme représente 45 % du PIB du Vanuatu (Banque asiatique de développement, 2019).

- 44 À ce stade, la question des langues qui seront pratiquées dans l'université nationale constitue avant tout un processus où la force de conviction et la communication jouent un rôle majeur.
- 45 On ne peut nier que le bilinguisme constitue un défi pour le Vanuatu, en particulier en termes de coût ; à cet égard, il n'est pas anodin que le Canada, grand État reconnu pour le bilinguisme officiel de sa population, ait fait le choix majoritaire de l'unilinguisme dans l'enseignement secondaire et tertiaire. Néanmoins, il faut considérer le bénéfice aussi bien social qu'économique que le Vanuatu pourra tirer de cette situation. Ce choix politique est ambitieux, certes, mais également fondateur et fait le pari qu'il sera en mesure d'apporter au Vanuatu un positionnement singulier sur la scène internationale pouvant représenter un intérêt certain pour l'engagement de partenariats aussi bien avec les universités membres de l'Agence universitaire de la Francophonie que de l'Association des Universités du Commonwealth.

III.3. La qualité, seul gage de succès de l'université

- 46 La qualité des programmes de formation qui seront proposés à l'université constituera l'élément fondamental de sa pérennité et de sa reconnaissance au plan national et international. C'est pourquoi le projet inscrit les partenariats mis en place avec les universités étrangères pour le fonctionnement des filières supérieures générales dans une vision à long terme à travers la perspective d'un partage de connaissances amenant à une co-diplomation, Université Nationale de Vanuatu - universités partenaires. Ce système facilitera aussi la mobilité des étudiants envisageant de poursuivre leur cursus d'études à l'étranger. Dans ce sens, l'aspect bilingue de l'université pourrait constituer un atout en multipliant les opportunités pour les étudiants diplômés qui se verront dans la possibilité de candidater dans des formations proposées tant par des universités anglophones que francophones.
- 47 Les liens avec l'Organisation internationale de la Francophonie et le Commonwealth, comme l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et the Association for Commonwealth Universities (ACU) devraient assurer également à la future université un rayonnement sur

la scène internationale ainsi que des possibilités de soutien technique et financier qui seront absolument indispensables dans la phase d'établissement.

- 48 Ces partenariats, aussi pertinents soient-ils, ne suffiront cependant pas à engager l'université dans un processus visant à assurer une formation locale par des enseignants du pays alors que l'on dénombre en 2019 à peine une dizaine de titulaires de doctorat Ni-Vanuatans. À cet égard, l'un des défis majeurs consiste à mettre en place un plan de formation visant à promouvoir la poursuite d'études supérieures de niveau doctoral en particulier dans les disciplines qui seront enseignées à l'université, afin de résorber le déficit de ressources humaines locales qualifiées.
- 49 La formation des doctorants pose plus généralement la question de la recherche que l'on peut qualifier d'embryonnaire au Vanuatu en raison du manque de structure encadrante et des besoins de financements importants qui y sont associés. Le projet ayant pour vocation de mettre en place une cellule doctorale du Vanuatu associée à des écoles doctorales partenaires, dont l'École Doctorale du Pacifique³⁷, constitue une première étape dans la structuration de la recherche qui devrait se dérouler dans le courant de l'année 2020. Le soutien aux étudiants désireux de poursuivre leurs études à travers l'attribution de bourses de doctorat représente également un appui incontournable auquel le gouvernement du Vanuatu devrait affecter des financements importants en complément de ceux déjà alloués par les bailleurs français et calédoniens.
- 50 L'université nationale devra se doter de chercheurs qui lui permettront de jouer son rôle de vecteur d'innovation et de développer des thématiques de recherche au service des enjeux sociétaux nationaux et régionaux comme les questions liées au changement climatique, aux langues et à la culture, au développement durable... Pour ce faire, l'État devra réaliser des investissements nécessaires et fédérer les divers acteurs, universités de la région, laboratoires de recherche, bailleurs potentiels.
- 51 Enfin, la question de l'insertion professionnelle des diplômés se situe aussi au cœur des réflexions relatives à l'émergence de l'université nationale. Il est en effet indispensable que ceux-ci représentent le vivier dans lequel les secteurs public et privé iront puiser leurs pro-

chaines ressources. Dans cette perspective, le Ministère de l'Éducation et de la Formation a déjà noué des accords fructueux avec la fonction publique locale, actuellement principal recruteur des diplômés des formations délocalisées, ainsi qu'avec le secteur touristique pour assurer l'employabilité des jeunes à l'issue de leur cursus. Dans ses premières missions, l'université devra également nouer des accords avec les autres ministères et secteurs industriels liés directement aux formations de l'université nationale pour garantir ainsi l'employabilité des diplômés et ainsi se prémunir de la « fuite des cerveaux » comme c'est le cas dans de nombreux autres États du Pacifique insulaire.

Conclusion

- 52 Il ressort du bref aperçu présenté ci-dessus qu'à l'aube des célébrations de son quarantième anniversaire, le Vanuatu est réellement en train d'écrire une nouvelle page de son histoire, et même concrètement d'édifier son institution de pensées de haut niveau, à travers l'établissement de son université nationale, projet unique, complexe mais riche.
- 53 La question des langues d'enseignement mérite de faire l'objet d'études et de recherches approfondies afin d'affirmer ce projet national qui s'inscrit comme une composante fondamentale de la dynamique de développement menée par le Vanuatu dans la perspective de se distinguer tant sur la scène régionale que mondiale.
- 54 Le succès à court terme n'est pas garanti car cet instrument de formation des élites va nécessiter un travail long et laborieux de structuration dans un contexte politique mouvant avec la fin prochaine de la mandature actuelle. Mais l'enjeu se situe au-delà des premières années de l'établissement de l'université : il s'agit d'assurer au Vanuatu la maîtrise de ses réflexions par la formation de ses propres élites qui désirent aussi devenir des citoyens globaux.
- 55 Une telle création revêt également une importance pour les recherches en francophonie ; en effet, ce processus institutionnel est à l'image de la francophonie contemporaine, telle qu'elle peut être promue par les institutions de la francophonie internationale : une

langue « en partage » mais pas seule ; une langue d'accès à la connaissance, mais utilisée conjointement avec d'autres.

BIBLIOGRAPHY

Ouvrages

Bonnemaison J. (1986), *Les Fondements d'une identité. Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*, t. I : *L'arbre et la pirogue* ; t. II : *Tanna : Les hommes lieux*, Paris, ORSTOM, coll. « Travaux et Documents ».

Charpentier J.-M. (1979), *Le Pidgin bislama et le multilinguisme aux Nouvelles-Hébrides*, Paris, Société d'études linguistiques et anthropologiques de France.

Laslett B., Pierce J. L., Maines M. J. (2012), *Telling Stories, The use of personal narratives in Social Sciences and History*, Cornell University Press.

Lasseur M. (1997), *La francophonie au Vanuatu, géographie d'un choc culturel*, coll. « Mémoires et documents de l'UMR PRODIG », Grafigéo 1997-7.

MacClancy J. (2002), *Faire de deux pierres un coup : Une brève histoire de Vanuatu jusqu'à l'indépendance*, Centre Culturel du Vanuatu.

De la pluralité linguistique au bilinguisme universitaire, réalités et enjeux : actes du séminaire organisé par la direction de l'enseignement supérieur du Ministère de l'éducation et de la formation, Vanuatu, Port-Vila, 16-17 juillet 2017, Centre Culturel du Vanuatu (2019).

Van Trease H. (1995), *Melanesian politics: Stael blong Vanuatu*, Macmillan

Brown Centre for Pacific Studies, university of Canterbury and Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, Fiji, Suva.

Articles

Carlot Korman M. (1995), « Time for a change », dans Van Trease H. (1995), *Melanesian politics: Stael blong Vanuatu*, Macmillan Brown Centre for Pacific Studies, university of Canterbury and Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, Fiji, Suva, p. 167-174.

François A. (2015), « The exceptional linguistic density of Vanuatu », dans François A., Lacrampe S., Franjeh M. et Schnell, S., *The Languages of Vanuatu: Unity and Diversity [archive]*, Canberra, Asia Pacific Linguistics Open Access, coll. « Studies in the Languages of Island Melanesia » (n° 5).

Pipite J. (2004), « La francophonie au Vanuatu », dans *Francophonie et mondialisation*, Hermès, *La Revue*, 2004/3 (n° 40), C.N.R.S. Éditions, p. 302-307.

Communications

Early R. (2019), « Language policy Issues », dans *De la pluralité linguistique au bilinguisme universitaire, réalités et enjeux : actes du séminaire organisé par la direction de l'enseignement supérieur du Ministère de l'éducation et de la formation, Vanuatu, Port-Vila, 16-17 juillet 2017*, p. 27-28.

Nirua (2018), Réponse formulée lors des échanges qui ont eu lieu à la suite des communications de Leslie Vandeputte et de Robert Early lors du séminaire « De la pluralité linguistique au bilinguisme universitaire, réalités et enjeux » organisé par la direction de l'enseignement supérieur du Ministère de l'éducation et de la formation, Vanuatu, Port-Vila, 16-17 juillet 2017 (réponse non répertoriée dans les actes du séminaire).

Vandeputte L. (2019), « Bislama bae I go wea? Place du Bislama dans la mise en place d'une politique linguistique de l'enseignement supérieur : enjeux idéologiques et pragmatiques », dans *De la pluralité linguistique au bilinguisme universitaire, réalités et enjeux : actes du séminaire organisé par la direction de l'enseignement supérieur du Ministère de l'éducation et de la formation, Vanuatu, Port-Vila, 16-17 juillet 2017*, p. 27-28.

Pages web

Banque asiatique de développement (2019), *Asian Development Outlook (ADO) 2019: Strengthening Disaster Resilience*, disponible sur : <https://www.adb.org/publications/asian-development-outlook-2019-strengthening-disaster-resilience>.

Banque Mondiale (2018), Données sur le Vanuatu, disponibles sur : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/vanuat>.

Ministère de l'Éducation et de la Formation du Vanuatu (2019), Communiqué de presse à l'occasion de la rentrée universitaire de mars 2019, disponible sur : <https://moet.gov.vu/docs/press-releas>

[es/ministry/Rentr%C3%A9e%20Universitaire%202019_03_2019.pdf](https://www.mncparis.fr/uploads/accord-noumea.pdf).

Organisation des Nations Unies (s.d.), « Cible 4.3 : D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable. », disponible sur : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/education/>.

Université nationale des Îles Salomon (s.d.), Présentation, disponible sur : <http://www.sinu.edu.sb/about/>.

Université nationale des Samoa (s.d.-a), Discours du Professeur Fui Le'apai Tu'ua 'Īlaoa Asofou So'o, Président de l'Université Nationale de Samoa, disponible sur : <https://www.nus.edu.ws/s/index.php/free-extensions-3/university>.

Université nationale des Samoa (s.d.-b), Présentation, disponible sur : <https://nus.edu.ws/about-us/>.

Documents officiels

Conseil des Ministres du Vanuatu (2017), Décision n° 212 ; (2018), Décision n° 165 ; (2019), Décision n° 302.

Îles Salomon (2012), Loi sur l'Université nationale des Îles Salomon, disponible sur : <http://www.parliament.gov.sb/files/legislation/Acts/2012/Solomon%20Islands%20National%20University%20Act%202012.pdf>.

République française (1998), Accord sur la Nouvelle-Calédonie signé à Nouméa le 5 mai 1998, disponible sur : <http://www.mncparis.fr/uploads/accord-noumea.pdf>.

République française (1999), Décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'université de la Polynésie française et de l'université de la Nouvelle-Calédonie.

République des Fidji (2009), Loi sur l'Université nationale de Fidji, disponible sur : <https://laws.gov.fj/Acts/DisplayAct/44>.

République de Vanuatu (2019), Loi n° 34 relative à l'Université Nationale de Vanuatu, promulguée le 10 janvier 2020 et entrée en vigueur le 24 janvier 2020.

République de Vanuatu (s.d.-a), Amendement à la loi sur l'Éducation n° 35 de 2019, entrée en vigueur le 24 janvier 2020.

République de Vanuatu (s.d.-b), Actions à entreprendre au niveau du Ministère de l'Éducation et de la Formation, point 5, p. 58, disponible sur : https://www.gov.vu/attachments/article/29/100_Days_Plan_Progress_Report.pdf.

Tofor B. pour le Ministère de l'Éducation et de la Formation du Vanuatu (2016), Synthèse sur la mise en place d'une Structure Institutionnelle Nationale et Bilingue de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, juillet.

Université Nationale de Fidji (2014), Rapport annuel, disponible sur : http://www.fnu.ac.fj/new/images/dpd/Annual_Report_2014.pdf.

Université Nationale de Fidji (2018), Rapport annuel, disponible sur : http://www.fnu.ac.fj/new/images/FNU_Annual_Report_2018.pdf.

Vanuatu 2030, Plan du Peuple, plan de développement national durable 2016 à 2030, disponible sur : <https://ogcio.gov.vu/images/nsdp/Vanuatu2030-FR.pdf>.

Vanuatu 2030, Plan de développement national des ressources humaines pour réaliser les objectifs du PNDD 2016-2030.

NOTES

1 Pour une synthèse historique du Vanuatu jusqu'à l'indépendance, voir l'ouvrage de Jeremy MacClancy, *Faire de deux pierres un coup : une brève histoire de Vanuatu jusqu'à l'indépendance*, Centre Culturel du Vanuatu, 2002.

2 Le bislama est un pidgin à base lexicale anglaise, également langue véhiculaire de l'archipel.

3 Le Vanuatu compterait 117 langues vernaculaires selon les linguistes (François et al., 2015).

4 Le Vanuatu est le seul pays de la région océanienne reconnaissant le français et l'anglais comme langues officielles dans sa Constitution.

5 Amendement à la loi sur l'Éducation n° 35 de 2019, entrée en vigueur le 24 janvier 2020 (République de Vanuatu, s.d.-a).

6 Soit les Îles Cook, Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, Nauru, Niue, Samoa, les Îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

7 Voir le site internet : <http://www.unc.nc/>.

8 L'accord de Nouméa, signé le 5 mai 1998, a été ratifié par un référendum local, le 8 novembre 1998. Il dessine l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie à travers des transferts de compétences (République française, 1998).

9 Création par le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 (République française, 1999).

10 Au titre des investissements les plus récents, on peut citer l'ouverture en 2020 de l'antenne UNC de Baco en Province Nord, qui participe fortement à une politique de rééquilibrage.

11 Voir le site internet : <http://www.cresica.nc/>.

12 Les formations proposées en français comprennent une filière de master pour les enseignants du secondaire ainsi qu'une filière dite de « seconde chance » afin de permettre la reprise d'études en vue de l'entrée à l'université. Les supports de cours préparés par les enseignants anglophones de l'USP sont traduits en français ; il s'agit donc des mêmes cours.

13 Loi passée au Parlement en 2009 (République des Fidji, 2009).

14 Loi passée au Parlement en 2012 (Îles Salomon, 2012).

15 Traduction libre : « L'Université du Pacifique Sud a été créée en 1968 pour répondre aux besoins de la région du Pacifique Sud. Cependant, parallèlement à la vague de décolonisation, certains pays insulaires du Pacifique se sont rendus compte que, pour être fidèles au principe démocratique de l'autodétermination, chaque pays devait avoir sa propre institution d'enseignement supérieur. »

Discours que l'on peut retrouver dans son intégralité sur la page d'accueil de National University of Samoa (Université nationale des Samoa, s.d.-a).

16 Voir le site internet : <http://www.cresica.nc/>.

17 Les six établissements sont : Fiji Institute of Technology, Fiji School of Nursing, Fiji College of Advanced Education, Lautoka Teachers College, Fiji School of Medicine et Fiji College of Agriculture.

18 Vision et Mission que l'on peut retrouver dans le rapport annuel de 2014 (Université Nationale de Fidji, 2014).

19 Vision et mission inscrites dans le dernier rapport annuel de 2018 (Université Nationale de Fidji, 2014).

20 College of Agriculture, Fisheries and Forestry, College of Business, Hospitality and Tourism Studies, College of Engineering, Science and Technology, College of Humanities and Education, College of Medicine, Nursing and Health Sciences.

21 School of Business and Management, School of Technology and Maritime Studies, School of Nursing and Allied Health Sciences, School of Natural Resources and Applied Sciences, School of Education and Humanities

22 Le Plan des cent jours établit le programme de travail du nouveau Gouvernement.

23 Voir le point 5 relatif aux actions à entreprendre au niveau du Ministère de l'Education et de la Formation (République de Vanuatu, s.d.-b, 58).

24 « Cible 4.3 : D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable. » (Organisation des Nations Unies, s.d.).

25 Décisions du Conseil des Ministres disponibles sur demande auprès du secrétariat du Conseil des Ministres du Vanuatu. Les décisions citées sont référencées comme suit : n° 212 de 2017, n° 165 de 2018 et n° 302 de 2019.

26 En 2019, les universités partenaires sont : l'Université Toulouse 1 Capitole ; l'Université de la Nouvelle-Calédonie ; l'Université Toulouse 2 Jean-Jaurès ; Victoria University of Wellington (Nouvelle-Zélande) ; Taylor's University (Malaisie). La mise en place d'un partenariat avec James Cook University (Australie) est en cours.

27 Il n'existe pas de données fiables concernant la répartition linguistique au Vanuatu.

28 Le condominium des Nouvelles-Hébrides était une colonie franco-britannique érigée sur le territoire de l'actuel Vanuatu, du 2 décembre 1907 à son indépendance le 30 juillet 1980.

29 Traduction : « Selon la Constitution, que le parti Vanuaaku a signée, les langues anglaise et française devraient être traitées de manière égale et, en particulier, enseignées dans toutes les écoles. »

30 La majorité des enseignements proposés dans ces établissements est actuellement dispensée en anglais.

31 Le cadre de qualification du Vanuatu proposé par l'Autorité d'Accréditation du Vanuatu inclut les niveaux 1 à 10. L'entrée dans l'enseignement supérieur débute au niveau 4. L'autorité d'Accréditation du Vanuatu a pour rôle d'enregistrer et d'accréditer les formations techniques et supérieures dispensées au Vanuatu à des fins de régulation.

32 Ces formations sont dispensées au Vanuatu dans le cadre d'accords de partenariat et sont construites sur le modèle de formations délocalisées avec une diplomation des universités partenaires et une majorité d'enseignants issus également des universités partenaires. Les programmes sont toutefois adaptés au contexte du Vanuatu et le recours aux intervenants locaux est favorisé lorsque cela est possible. Les différentes conventions de partenariat prévoient également une co-diplomation avec l'UNV.

33 Références complètes de l'ouvrage dans la bibliographie.

34 Loi n° 34 de 2019 relative à l'Université Nationale de Vanuatu, promulguée le 10 janvier 2020 et entrée en vigueur le 24 janvier 2020. Les débats sont en cours de publication par le Secrétariat du Parlement, ils seront présentés pour approbation lors de la prochaine session parlementaire.

35 Traduction : « Bien sûr, il existe des compétences spécifiques en anglais et en français qui fournissent les pré-requis nécessaires pour l'interaction externe et l'engagement international, mais on attend davantage de l'enseignement supérieur que cela, et particulièrement caractériser la nouvelle université de bilingue, ou limiter l'accès à l'apprentissage qu'elle offre uniquement aux étudiants qui maîtrisent les deux langues peut sembler inutilement restrictif. »

36 Par exemple, dans le domaine de l'étude des langues locales ou de la coutume.

37 L'École Doctorale du Pacifique associe l'Université de la Nouvelle-Calédonie et l'Université de Polynésie française.

ABSTRACTS

Français

À l'aube du quarantième anniversaire de son indépendance, le processus d'émergence de la première Université Nationale de Vanuatu qui aura pour particularité d'offrir des enseignements en français et en anglais constitue une occasion exceptionnelle de rééquilibrer la francophonie en contexte minoritaire à travers son institutionnalisation au niveau universitaire. À tra-

vers la promotion du bilinguisme et du multilinguisme, la nouvelle université représentera un symbole d'unité et de cohésion sociale nationale afin d'atteindre la vision d'un Vanuatu « stable, durable et prospère » tel que cela est envisagé dans le Plan de Développement National Durable 2016-2030.

L'accord unanime de la classe politique lors de l'adoption du projet de loi en décembre 2019 pourrait laisser penser que le projet ne suscite aucune controverse. Pourtant, la mise en place d'un système d'éducation supérieur bilingue anglais-français fait également l'objet de critiques et continue d'interroger, en particulier sur l'inclusion du bislama et des langues vernaculaires.

Afin d'apporter un éclairage sur l'avancement de ce projet, cet article se propose de revenir dans un premier temps sur sa genèse à travers une étude préliminaire de l'évolution de l'enseignement supérieur dans les petits États insulaires du Pacifique puis de présenter les étapes qui ont amené le Vanuatu à développer le projet de créer son université nationale ayant pour spécificité d'être bilingue, et enfin d'analyser les enjeux que cela représente en termes sociétaux, linguistiques, politiques et économiques au niveau national et régional. La question des langues d'enseignement, quoique centrale, ne doit pas faire oublier qu'il s'agit avant tout d'une initiative nationale s'inscrivant dans la dynamique de développement menée par le Vanuatu qui désire aussi se distinguer tant sur la scène régionale que mondiale.

Le succès à court terme n'est pas garanti car cet instrument de formation de la jeunesse du Vanuatu qui deviendra pour partie l'élite de demain va nécessiter un travail long et laborieux de structuration dans un contexte politique mouvant. Mais l'enjeu se situe au-delà des premières années de l'établissement de l'université, il s'agit d'assurer au Vanuatu la maîtrise de ses réflexions par la formation de ses propres élites qui désirent aussi devenir des citoyens sur la scène internationale.

English

At the dawn of the fortieth anniversary of the country's independence, the emerging process of the first National University of Vanuatu, which will have the particularity of offering courses in French and English, constitutes a unique and singular opportunity to strengthen the influence of Francophonie and rebalance the scales in its favour in a context where it is - for now - the minority, through its institutionalization at the university level. Through the promotion of bilingualism and multilingualism, the new university will represent a symbol of unity and national social cohesion in order to achieve the vision of a "stable, sustainable and prosperous" Vanuatu as stated in the 2016-2030 National Sustainable Development Plan.

The unanimous agreement of the political class when the bill was adopted in December 2019 could suggest that the project is not controversial. However, the establishment of a bilingual English-French Higher Education system is also subject to criticism and continues to be questioned, specifically on the issue of the consideration of Bislama and vernacular languages.

In order to shed light on the progress of this project, this article intends to return first to its genesis through a preliminary study of the evolution of

higher education in the small island states of the Pacific and then to present the stages which led Vanuatu to develop the project of creating its national university, with the specificity of making it bilingual, and finally to analyse the challenges that it represents in societal, linguistic, political and economic terms at national and regional level. The question of languages of instruction, although central, should not obscure the fact that it is above all a national initiative which is part of the development dynamics led by Vanuatu, which also wishes to stand out on the Pacific region scene and worldwide.

Short-term success is not guaranteed because this instrument intended to train the elites will require a long and laborious work of structuring in a changing political context with the imminent end of the current mandate. But the challenge goes beyond the first years of the establishment of the university, it is about ensuring for Vanuatu the affirmation of its vision by the training of its own elites who also wish to become global citizens.

INDEX

Mots-clés

Université nationale de Vanuatu, bilinguisme, Pacifique, enseignement universitaire

Keywords

Tertiary education, Pacific, Bilingualism, National University of Vanuatu

AUTHORS

Jean-Pierre Nirua

Jean-Pierre Nirua est Ministre de l'Éducation et de la Formation du Vanuatu (2016-2020). Il a été Directeur de service administratif et des finances du Secrétariat du Groupe de Fer de Lance Mélanésien (2009-2015), Directeur du Centre de formation à distance puis du campus « Emalus » de l'Université du Pacifique Sud à Port-Vila (1994-2009) et Directeur du bureau national du Plan et de la Statistique (1990-1994).

Anne-Sophie Vivier

Anne-Sophie Vivier est experte technique internationale (Agence Expertise France) pour l'enseignement supérieur au Vanuatu depuis 2017.